

GRAND DEBAT : LYCEE BRASSENS (ST DENIS - LA REUNION)

LE CONSTAT

INTRODUCTION

- **52 présents** (dont 3 parents d'élèves et 2 élèves)
- Bonne ambiance et débat constructif dans l'ensemble
- 2 déclarations préliminaires faites par 2 professeurs, après la présentation du protocole à suivre par M. le Proviseur : utilité de ce débat mise en doute car les décisions semblent relever davantage d'instances supra nationales et de priorités d'ordre politique.

I LES OBJECTIFS ASSIGNES AU SYSTEME EDUCATIF (Loi d'orientation de 1989)

- *80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat :*
 - La majorité des intervenants a **remis en cause cet objectif** : cet objectif ressemble à de la planification (les flux doivent pouvoir évoluer selon les années en fonction de la qualité des cohortes d'élèves concernées) et un pourcentage ainsi fixé ne peut être que réducteur. Y a-t-il eu vraiment adhésion à un tel objectif ?
 - Une intervention souligne en revanche que cet objectif est une nécessité qui correspond à **une ambition politique** qu'il faut avoir.
 - On s'interroge aussi sur ce que doit représenter **le baccalauréat : conduit-il à être pertinent sur le marché de l'emploi** ? On redoute que le monde de l'entreprise ne veuille supprimer ce diplôme, qui valide des connaissances et des compétences (liées à la fois à des savoirs et à l'acquisition d'un esprit critique), pour un autre type de diplôme couronnant une adéquation stricte avec les exigences du marché du travail. **La majorité redoute une telle dérive** et rappelle son attachement à un service public fort, mais certains soulignent toutefois qu'il faudrait plus d'adéquation entre l'offre et l'emploi, entre les besoins de l'enfant et ceux de la société. Enfin une intervention pose la question de savoir ce que l'on veut former : "des jeunes avec un diplôme à tout prix ou des jeunes heureux qui s'intègrent bien dans la société à travers leur métier ?".
- *La recherche d'équité :*
 - Une **remise en cause du collège unique** s'esquisse : peut-il y avoir une réelle équité à travers un parcours unique, qui impose un "moule" commun que chacun, dans la réalité du terrain, cherche à contourner ? On souhaiterait notamment une sensibilisation plus effective au professionnel dès le collège afin de remotiver certains élèves.
 - Un autre courant de pensée apparaît : ce qui est en cause ce n'est pas tant le collège unique (principe non condamnable en lui-même) que la façon dont il fonctionne aujourd'hui.
 - Unanimité : **seul le service public peut assurer l'équité de chaque élève** devant l'enseignement, par l'égalité des moyens, tant humains que matériels, qu'il est tenu de proposer. Tout est fondé finalement sur un choix de société : soit une société de la solidarité soit une société de l'individualisme.
 - Une proposition (très minoritaire) : rendre plus concurrentiels l'enseignement public et l'enseignement privé par la gratuité totale de ce dernier.
 - Un parent d'élève regrette les difficultés qu'il y a à trouver des places en maternelle pour les enfants de 3 ans, et souhaite que l'on conçoive des structures territoriales.

- **La maîtrise des savoirs fondamentaux :**

- Pour expliquer les + de 15% d'élèves en très grande difficulté à l'entrée en sixième, on avance **diverses raisons** : le passage automatique en sixième, la diversité des apprentissages dispensés au primaire au détriment des savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter), les méthodes d'apprentissage « catastrophiques » de la lecture et du calcul.
- On souligne que ces échecs se répercutent jusqu'au baccalauréat et on incrimine notamment la **baisse importante depuis une décennie de l'horaire d'enseignement du français et des mathématiques** au collège au profit de « l'occupationnel » (cf. les ex parcours diversifiés et travaux croisés, les itinéraires de découverte). On en conclut que rien ne sert de proclamer l'importance des savoirs fondamentaux si on ne se donne pas les moyens de les enseigner et **d'en exiger la maîtrise à chaque étape de la progression scolaire** ; on remarque aussi l'incohérence de certains discours politiques : mettre l'accent d'un côté sur les savoirs fondamentaux et, d'un autre côté, soutenir que la mission de l'Ecole n'est pas de transmettre des savoirs.
- On souhaite aussi qu'à côté de la notion de citoyen qui « envahit tout », **les notions de travail et d'effort** apparaissent dans les programmes officiels ; de fait « peut-on être un citoyen à part entière sans avoir acquis les savoirs fondamentaux par le travail ? ».
- Une intervention remet en cause le dogme de « l'élève au centre du système » : en fait il y a **3 pôles, l'élève, les disciplines et les enseignants** ; c'est l'interaction entre ces 3 pôles qui est au centre du système. Un autre intervenant ajoute que **la société constitue un quatrième pôle** que l'on ne peut ignorer. On fait par ailleurs remarquer que, contrairement à ce que certains font croire, le savoir n'est pas « dans » l'élève (et il faudrait alors juste le faire s'épanouir !) : il est chez le professeur qui doit le lui transmettre.

- **L'intégration scolaire et sociale :**

- On commence par souligner **une réussite locale** : à la Réunion il y a un réel **esprit de tolérance** entre communautés et cela se répercute dans l'univers scolaire et facilite l'intégration de tous, sans discrimination.
- **Une majorité** semble se dessiner **pour le port de l'uniforme** : on regrette les dépenses des familles (y compris les moins aisées) pour l'achat de vêtements de marques ; on déplore que l'allocation scolaire serve surtout à ces achats au détriment de fournitures scolaires ; on stigmatise la religion du paraître chez les jeunes. L'uniforme non seulement permettrait de gommer les inégalités sociales mais soulignerait l'appartenance à la communauté scolaire de l'établissement. Quelques voix toutefois s'interrogent : jusqu'où faut-il nier les différences et l'Ecole ne doit-elle pas apprendre à rencontrer les différences et à vivre avec ? Si on gomme tout, comment préparer nos enfants à affronter la diversité sociale et à intégrer la société ?
- **Une majorité** se détermine **contre le port du voile** : l'Ecole laïque doit refuser tout signe ostentatoire d'appartenance religieuse ; laïcité c'est le libre choix de sa religion, mais à condition de ne pas faire de ce choix une provocation. Le voile est aussi un signe d'exclusion de la femme, et, pour cela, il n'est pas acceptable à l'Ecole ; en ce sens on ne saurait le mettre sur le même plan que le port d'une croix autour du cou par filles et garçons. Quelqu'un rappelle d'ailleurs que notre Ecole est issue d'une civilisation d'origine judéo-chrétienne. Une intervention attire l'attention sur le fait que le vrai problème est sans doute non dans le port du voile (pourquoi l'interdire s'il n'empêche pas de suivre les cours ?) mais dans les raisons qui poussent quelques jeunes filles à le porter.

II LE SYSTEME EDUCATIF ET L'EMPLOI

- **Le lien diplôme et emploi :**

- cf. ce qui a été dit supra sur le baccalauréat.
- L'animateur fait remarquer que **l'adéquation entre le monde du travail et les diplômes n'est pas toujours pertinente** (on est amené pour certains emplois à embaucher des gens sans diplômes ou

surdiplômés) ; en outre le monde des entreprises apprécie d'abord la motivation (comment un diplômé en rend-il compte ?).

- On reconnaît généralement cette inadéquation mais pas pour la déplorer : **l'Ecole doit-elle en effet former des citoyens ou des gens formatés pour un métier ?** Si le monde économique, pour des raisons de rentabilité, réclame des gens immédiatement capables de faire tel métier, n'a-t-il pas plutôt besoin de gens adaptables (au cours d'une vie on change désormais de métiers et d'entreprises) ? Or cette adaptabilité comment l'acquiert-on ? L'Ecole ne la favorise-t-elle pas en développant une base commune de culture générale, en apprenant à lire avec esprit critique et à écrire correctement ? Former des gens parfaitement adaptés à une technique est dangereux, car ils ne seront performants que le temps que « durera » cette technique.
- Unanimité pour **développer le partenariat entre Ecole et entreprises**, pour établir aussi des liens avec la formation continue mise en œuvre par les entreprises.
- **Priorité régionale** : il convient pour être performant de développer vraiment **la mobilité** (ce qui suppose de se donner les moyens d'assurer la continuité territoriale avec la métropole) et **l'apprentissage des langues**.

III LE LYCEE

- *La maîtrise hétérogène des diverses séries :*

- La transition avec le précédent thème est cette constatation d'un **déséquilibre précis entre l'offre et la demande** : on a besoin de plus en plus de scientifiques et la **série S** recrute de moins en moins d'élèves.
- Sur le **rôle joué par la série S**, les avis sont très partagés : certains pensent que son aura de « filière d'excellence » d'une part décourage certains élèves de s'y engager et, d'autre part, incite les familles à pousser de bons élèves dans d'autres domaines (par exemple littéraire) à choisir à tout prix cette filière (ce qui suscite une orientation « par défaut » jamais pertinente : un stagiaire de l'IUFM atteste avoir mal vécu une telle orientation) ; d'autres pensent qu'en l'état actuel les bons élèves ont en effet intérêt à choisir cette filière car elle prépare à tout, contrairement aux autres filières (ainsi le programme de français et de langues y est quasiment le même qu'en L), et débouche aussi bien sur les CPGE scientifiques que littéraires (ce qui n'est évidemment pas le cas des autres séries).

- *L'orientation :*

- Mais une majorité pense que le problème de fond est celui d'une **mauvaise orientation au sein du système** : on souligne que l'orientation se fait souvent **pour des raisons administratives** (par manque d'offre on oriente au terme de la seconde dans les séries disponibles, contre l'avis même de l'élève) ou socio psychologiques : en particulier dans cette académie l'orientation se fait **par proximité géographique** (un parent d'élève rappelle que c'est encore une fois le problème de la mobilité : on choisit la filière en fonction du lycée le plus proche du domicile).
- Un autre témoignage de parent souligne que le **choix du baccalauréat professionnel** se fait uniquement parce que les familles souhaitent que leurs enfants aillent à l'université.
- On aborde aussi le problème des élèves de seconde qui n'ont manifestement pas le niveau pour poursuivre dans les séries générales et technologiques, mais que **l'on ne peut pas réinsérer dans la filière professionnelle faute de places** et parce que les élèves issus de troisième ont la priorité sur eux.
- Un intervenant déplore que **le CAP** ne débouche désormais sur aucun emploi intéressant : pour travailler sur une machine il faut au moins un BEP ou un baccalauréat professionnel.
- Enfin une intervention souligne que finalement **l'orientation dépend de la politique disciplinaire** que l'on choisit, au niveau national : toute sélection se fonde d'abord sur deux disciplines (le français et les mathématiques), il suffirait de valoriser, par exemple, les disciplines technologiques pour favoriser un autre type d'orientation.

LA PROSPECTIVE

INTRODUCTION

- **32 présents** (dont 8 parents d'élèves et 1 élève)
- Débat riche et très bonne participation de l'élève et des parents d'élèves.

I DEFINIR LES MISSIONS DE L'ECOLE

- *Valeurs et missions de l'Ecole républicaine ?*
 - Le débat s'est engagé de nouveau sur **le port de l'uniforme** : la proximité des traditions anglo-saxonnes de l'Ile Maurice fait s'interroger sur l'intérêt d'une telle mesure => ses partisans y voient la fin des « dérapages financiers » des jeunes ainsi que du dictat des modes ; ils pensent que toute discrimination sociale et tout prosélytisme extérieur pourraient être ainsi évités. Mais l'élève et quelques intervenants trouvent que ce n'est guère réalisable et qu'après tout chacun est libre de s'exprimer par l'image extérieure qu'il donne de soi.
 - **Le port du voile** semble davantage faire l'unanimité : **on souhaite que la laïcité s'affirme** et que la provocation que constitue le port du voile prenne fin d'une façon ou d'une autre, car ce dernier manifeste un recul évident par rapport à toutes les conquêtes sociales (notamment l'égalité entre hommes et femmes) dont l'Ecole doit être porteuse (un intervenant s'interroge même pour savoir si l'Islam est compatible avec les valeurs d'une démocratie occidentale). Cependant certains rappellent que l'Ecole doit aussi montrer son aptitude à la tolérance et que l'éducation civique a ici un rôle fondamental à jouer.
 - Une intervention met en garde contre le danger de la nostalgie et, donc, de la **tendance à chercher des solutions dans le passé** (en gros en reproduisant les schémas de « l'Ecole de notre enfance » !) ; la société ayant beaucoup évolué il ne faudrait pas que l'Ecole fût en trop gros décalage avec elle.
 - Une des valeurs de la société actuelle étant sa **dimension plurielle**, l'Ecole ne peut être aussi que plurielle ; ce principe est accepté mais à condition que chaque constituante de cette pluralité accepte un **socle commun de valeurs**, transmis justement par l'Ecole.
 - Une des missions de l'Ecole est **la préparation à la vie active** : or la vie active c'est l'intégration dans un monde qui est sans cesse en changement et que l'Ecole ne maîtrise pas. Un professeur rappelle que la maîtrise du monde économique n'est absolument pas l'objectif de l'Ecole : s'il y a un décalage, c'est à l'Ecole de s'adapter et d'aménager programmes et enseignements.
 - Unanimité pour dire que l'Ecole a pour mission de **transmettre des savoirs et des savoir faire**. Mais des enseignants soulignent que, de plus en plus, il y a aussi **les savoir être**, qui s'avèrent indispensables pour l'intégration dans toute vie sociale, et s'interrogent sur le rôle que devrait ici jouer la famille. Les parents qui interviennent pensent en effet que la famille a quelquefois démissionné mais que souvent, en revanche, certains parents supportent difficilement que les professeurs interviennent dans l'éducation de leurs enfants.
 - Unanimité sur **l'importance des valeurs morales** à inculquer aux enfants dès la prime jeunesse et sur la prépondérance du rôle des parents dans cette tâche.
- *Socle commun de connaissances, de compétences, de règles de comportement ?*
 - Au niveau de la culture scientifique et technologique il s'avère **indispensable de programmer davantage de stages en entreprises** dès la classe de troisième (y compris dans les filières générales du lycée).
 - Au niveau des langues étrangères, il faut **intégrer dans le cursus scolaire les mois de stage ou d'échange à l'étranger** ; les programmes européens invitent à la mobilité linguistique mais souvent les élèves, par peur de manquer une trop grande partie des cours, ne souhaitent pas bénéficier de cette

mobilité. Pourtant tous ceux qui partent effectuer ce temps d'étude à l'étranger reviennent avec une maturité nouvelle incontestable qui favorise la poursuite de leur scolarité.

- Une **évaluation plus régulière** (à tous les niveaux) **et plus stricte** (exiger absolument un niveau minimal) est réclamée par tous. L'élève pense que le Brevet des collèges devrait être un vrai examen de passage en seconde, sinon « on ne le prend pas au sérieux, on ne s'y prépare pas et l'on n'est donc pas entraîné par le passage d'un examen réel pour affronter le baccalauréat ». Il faudrait aussi (mais comment ?) évaluer les comportements autant que les savoirs ; on fait remarquer qu'une telle évaluation est déjà mise en œuvre dans le cas des TPE.
- Certains parents souhaiteraient que **le baccalauréat** ne se déroule pas en une seule fois, à la fin de l'année (trop de stress !) ; il ne s'agirait pas d'instaurer le contrôle continu mais de faire un examen national en trois étapes (par trimestre) ; les membres de l'éducation soulignent que cela ne ferait qu'accentuer la lourdeur du dispositif déjà très délicat à mettre en œuvre sur une seule période, et qu'il serait très difficile d'imposer une progression commune des disciplines dans toutes les classes. Certains professeurs disent leur attachement à ce principe d'un examen – sanction, qui est déjà l'école de la vie. Un professeur met en garde contre la dérive d'un baccalauréat relevant du contrôle continu de chaque lycée, ce qui ferait perdre sa valeur à ce diplôme national, et précise qu'en Allemagne les programmes et examens sont régionaux et sont causes d'une inégalité de traitement des étudiants, à l'entrée aux universités, en fonction de leur origine géographique. Enfin une intervention propose d'alléger le baccalauréat en conservant l'examen final national pour 50% et en instituant 50% de contrôle continu.

II FAIRE REUSSIR LES ELEVES

• *Faire travailler efficacement les élèves ?*

- Un enseignant souligne la **nécessité d'adapter l'Ecole à la diversité des élèves**, car ils n'ont ni les mêmes capacités ni les mêmes besoins. Cette remarque débouche sur le souhait de plusieurs enseignants de **réintroduire des filières** : les élèves qui ne suivent pas et qui ne sont pas motivés doivent suivre une formation particulière, fondée sur un rythme d'apprentissage particulier, car sinon toute tentative d'apprentissage est vaine. Certains démontrent combien est finalement injuste et cruelle pour tous l'hétérogénéité des classes actuelles : les bons s'ennuient et piétinent alors que les mauvais perdent pied et sont rapidement démobilisés.
- L'élève affirme son opposition à ce principe : d'après son expérience, les élèves qui se trouvent déjà dans des filières dévalorisées, se sentent marginalisés et ne peuvent guère tisser de liens avec les autres élèves. La majorité des parents pense d'ailleurs que ce serait **créer une discrimination**, une ghettoïsation : alors que l'on s'achemine vers la fin de la discrimination des handicapés, va-t-on reproduire cet ancien schéma avec les « mauvais » élèves ? Un consensus se fait en tout cas sur l'urgence qu'il y a à **réguler et équilibrer l'hétérogénéité** : en regroupant des élèves bons et moins bons mais susceptibles d'être éduqués ensemble, en instaurant des groupes de niveau homogènes (au sein des classes hétérogènes) bénéficiant dans certaines disciplines fondamentales de cours spécifiques de « rattrapage » (comme cela se fait d'ailleurs déjà dans quelques établissements).
- L'élève et les parents déplorent tous **la lourdeur des emplois du temps** : parfois jusqu'à 8/9heures par jour. On souhaite que les journées ne dépassent pas 7h de cours, car, rappelle un parent, c'est l'horaire de travail d'un adulte. Mais le proviseur souligne le problème des options : ce sont elles, librement choisies, qui viennent grever l'horaire de base.
- L'élève souhaite le développement de **l'internat** qui, selon lui, instaure généralement un climat plus propice au travail que la maison familiale.
- Certains pensent que l'on peut améliorer l'efficacité du travail des élèves en **développant l'outil informatique** : il serait souhaitable que l'on distribue un ordinateur portable à tous les élèves, car c'est indispensable pour intégrer le monde du travail actuel et cela gommerait les inégalités sociales. Mais une majorité trouve que c'est financièrement irréalisable et finalement pas si souhaitable que cela : **la société s'individualise déjà trop** et si l'Ecole rentre dans la logique du tout informatique il n'y aura plus d'échanges car chacun est seul face à sa machine et ne dialogue plus qu'avec elle. Tous rappellent enfin que le rôle de l'humain, en l'occurrence l'enseignant, est irremplaçable.

- Une priorité semble émerger : il faut absolument **favoriser la maîtrise réelle de la lecture et de l'écriture**. Pour cela certains proposent de **renouer avec la méthode syllabique** d'apprentissage de la lecture, de **redonner au français et aux mathématiques leur plein horaire** (en renonçant donc aux heures « dont on ne sait pas à quoi elles servent » dit un parent d'élève => il s'agit des activités dites transversales notamment au collège ; les TPE semblent au contraire appréciés par une majorité d'intervenants pour leur utilité quant à l'apprentissage de l'autonomie et de la méthodologie) et de **permettre dès la classe de quatrième** aux élèves qui le souhaitent **de s'engager dans une voie professionnelle** pour préparer un CAP ou un BEP.

- *Violences et incivilités ?*

- La transition se fait justement par cette maîtrise des fondamentaux : pour beaucoup **la violence résulte de l'inadéquation entre un individu et le milieu où il vit** ; or si l'élève ne maîtrise ni la lecture ni l'écriture, il ne peut plus s'exprimer que par la violence.
- Certains soulignent que **la violence est d'abord un problème extérieur à l'école** : il est social et dépend en particulier du chômage. Des parents affirment que si la violence n'existait pas déjà dans les maisons, elle n'existerait pas à l'école ; il y a d'ailleurs unanimité pour trouver que **le rôle de la famille est capital** : c'est aux parents à asseoir d'abord leur autorité auprès de leurs enfants (et certains précisent aussi le rôle modélisateur du grand frère).
- L'élève et les parents dénoncent aussi **le rôle des médias qui véhiculent une image positive de la violence** ; le héros valorisé dans les films est souvent le mauvais garçon alors que le représentant de la loi est dévalorisé de multiples façons.
- Certains parents regrettent que les professeurs ne fassent pas **systématiquement lire et étudier le règlement intérieur de l'établissement** ; ils regrettent aussi de ne pas avoir toujours connaissance de ce dernier.
- Tous réclament **plus de fermeté et de cohérence dans la hiérarchie des sanctions**. Il faut au moins se donner les moyens d'appliquer pleinement le règlement intérieur. Il faut aussi que chaque sanction soit clairement établie en proportion de l'acte sanctionné.
- Tous rappellent que **les enfants ont absolument besoin d'autorité**, à condition qu'elle s'affirme **dans la transparence**. Ils ont en effet un sentiment exacerbé de l'injustice : si quelque chose est perçu comme injuste, la réponse immédiate est la violence. Il faut donc impérativement imposer des règles claires, des **sanctions fermes mais accompagnées d'un discours explicatif** et pédagogique.

- *Relations entre les membres de la communauté éducative ?*

- On suggère de **créer des postes de médiateurs dans les établissements** (certains intervenants citent le nom des quelques collèges où cette pratique commence à se développer) : ce serait une personne étrangère au monde scolaire qui serait à l'écoute des professeurs, des élèves et des parents, et qui pourrait faire le lien entre chaque partie. On constate que, souvent, bon nombre de problèmes ne dégèneraient pas s'il y avait eu, en amont, une possibilité de communiquer, d'écouter et de négocier : ce serait le rôle du médiateur que de mettre en œuvre une telle possibilité.
- **Les parents demandent qu'on les reconnaisse vraiment en tant que tels**, et qu'on les valorise et **les rassure afin qu'ils puissent assumer leur rôle éducatif**; beaucoup expliquent que si des parents « fuient » l'Ecole, ne répondent jamais aux convocations, c'est par peur car ils se perçoivent comme incapables d'assumer le rôle qu'on attend d'eux.
- Les parents supportent mal aussi, lors des conseils de classes la dévalorisation systématique de certains élèves ; ils souhaitent que les enseignants relèvent aussi ce qui peut être positif.
- Les parents souhaitent que lorsque certains d'entre eux se révèlent défaillants, **un tutorat soit instauré** pour se substituer à eux. Ils voudraient aussi **mieux comprendre parfois les méthodes utilisées par les enseignants** afin de pouvoir en saisir la logique et mieux aider chez eux leurs enfants ; or, selon les professeurs, cette demande de renseignement, voire d'aide, est plus ou moins bien reçue. L'accompagnement des enfants par les parents, chez eux, est d'ailleurs un souhait général. Des parents signalent **l'expérience très positive de quelques écoles où ils se trouvent associés à l'apprentissage de la lecture** : après les cours, dans les premiers jours de l'année, le professeur explique aux parents la

méthode d'apprentissage de la lecture, afin qu'ils puissent le relayer et continuer cet apprentissage à la maison ; les résultats sont tout à fait encourageants (à condition bien sûr que les parents soient volontaires).

III AMELIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE

- *Répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?*
 - Crainte unanime que les choix politiques d'une **décentralisation** des ATOS ne se généralisent aux autres personnels. **Refus catégorique d'aller plus loin dans un tel processus.**
 - Pour l'ensemble des participants la décentralisation est dangereuse et personne ne souhaite une dérive à l'anglo-saxonne.
- *Redéfinir les métiers de l'Ecole ?*
 - Une majorité pense que **la formation continue des enseignants n'est pas assez développée**, si on la compare avec ce qui se passe dans les autres secteurs professionnels. Pour certains elle devrait être obligatoire. Mais un enseignant rappelle le problème que poserait alors la question du remplacement des professeurs dans le second degré.
 - Beaucoup souhaitent **que l'on introduise** (ou développe davantage) **dans la formation initiale** de tous les enseignants, une **formation à la psychologie de l'adolescent, à l'éducation sociale, à l'orientation.**
 - Tous s'inquiètent des **difficultés à susciter des vocations** pour le métier d'enseignants chez les jeunes, et souhaitent une **revalorisation de cette profession.**
 - Un parent d'élève conclut qu'en tout cas, actuellement, la majorité des enseignants répond aux attentes des parents qui s'en trouvent satisfaits.

TROIS PRIORITES POUR L'ECOLE

- **Transmettre les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter)**
 - ⇒ car ils constituent le socle culturel commun indispensable à l'intégration sociale et seul garant de l'égalité des chances.
- **Développer une pédagogie différenciée, plus individualisée**
 - ⇒ une telle pédagogie devra tenir compte des rythmes divers d'apprentissage, prendre en compte toutes les voies de la formation, et se fonder sur des programmes moins lourds.
- **Conserver sa dimension nationale (et ce dans tous ses paramètres : programmes, recrutement des enseignants, gestion de tous les personnels)**
 - ⇒ car seule une éducation **nationale** garantit l'égalité républicaine de chacun face au droit d'accéder au savoir.